

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

Mexique

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement mexicain est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Mexique.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
I. La crise de 1994 et la reprise de la croissance économique	1
II. Libéralisation unilatérale	2
1) Droits de douane et obstacles non tarifaires	2
2) Investissements	2
3) Formalités douanières	3
4) Normes	3
5) Politique de la concurrence	4
6) Propriété intellectuelle	5
7) Déréglementation	5
8) Mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay	5
III. Accords régionaux	6
CONCLUSIONS	8

INTRODUCTION

La politique économique menée par le Mexique au cours des quatre dernières années a été caractérisée par une amplification des changements structurels, en particulier de l'ouverture commerciale. Cette évolution a été le résultat de mesures unilatérales et de négociations régionales et multilatérales conformes aux engagements pris dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La récente ouverture présente la particularité d'avoir persisté malgré la crise économique de la fin de 1994.

Le présent rapport comprend quatre parties. La première se rapporte à l'environnement économique. La deuxième traite de certaines des mesures de politiques commerciales les plus importantes. La troisième porte sur le programme de négociations commerciales du Mexique au niveau régional. La quatrième contient les conclusions.

I. La crise de 1994 et la reprise de la croissance économique

L'entrée en vigueur des accords du Cycle d'Uruguay en janvier 1995 a coïncidé avec la crise économique la plus grave qu'ait connu le Mexique à l'époque contemporaine. La brusque interruption des apports de capitaux extérieurs à la fin de 1994 a entraîné une forte dévaluation du peso et a imposé la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement rigoureux. Le gouvernement n'a cependant pas adopté de mesures protectionnistes comme il l'avait fait lors de la crise de 1982. Il a encore amplifié les réformes économiques appliquées au cours des dernières années, en particulier les réformes visant à libéraliser le commerce et les investissements. Il a par ailleurs poursuivi la réalisation d'un programme ambitieux de négociations commerciales internationales.

La continuation et l'intensification des réformes, en particulier dans le domaine commercial, lui ont permis de relancer la croissance économique en 20 mois seulement alors qu'il lui avait fallu plusieurs années pour surmonter la crise de 1982.

Au cours de 1995, l'activité économique a accusé un recul très sensible: la valeur du PIB a diminué de 6,9 pour cent après avoir augmenté de 2 pour cent et de 4,4 pour cent en 1993 et 1994 respectivement. La situation s'est néanmoins rétablie et en 1996 un accroissement de 5,1 pour cent a été enregistré. On estime que jusqu'en 2000 le taux de croissance se maintiendra aux alentours de 5 pour cent par an.

Au cours des deux dernières années, les exportations ont joué un rôle essentiel dans la progression du PIB dans lequel elles comptent à l'heure actuelle pour environ un quart. Entre 1993 et 1996, le taux de croissance annuel moyen des exportations totales s'est établi à 20 pour cent et, en 1995, ces exportations ont augmenté de 30,6 pour cent. En 1996, le Mexique a exporté pour 96 milliards de dollars.

Les exportations de produits manufacturés se sont accrues au taux annuel moyen de 22,7 pour cent en 1993-1996 et ont atteint 80,3 milliards de dollars en 1996; pour celles qui ne sont pas liées au système des maquiladoras, les chiffres correspondants ont été de 27 pour cent pendant la même période et de 43,4 milliards de dollars en 1996.

A mesure que la croissance économique a repris, l'inflation s'est orientée en baisse après la crise de 1994. Passée de 7,1 pour cent en 1994 à 52 pour cent en 1995, elle est retombée, en 1996, avec la confirmation de la relance, à un niveau proche de la moitié du chiffre de l'année précédente, (27,7 pour cent). La tendance se poursuit et, entre juin 1996 et juin 1997, le taux d'inflation s'est élevé à 20,4 pour cent. On compte qu'il sera de 15 pour cent pour l'année en cours et tendra à diminuer pendant les années suivantes.

Le fléchissement de l'activité économique en 1995 s'est répercuté sur le marché de l'emploi. Le taux de chômage déclaré a été porté de 3,9 pour cent en novembre 1994 à 7,6 pour cent en août 1996, niveau le plus élevé depuis la crise. Par la suite, il s'est orienté en baisse pour tomber à 3,4 pour cent en juin 1997, c'est-à-dire à un niveau comparable à celui d'avant la crise.

Enfin, les crises économiques traversées par le Mexique au cours des 20 dernières années ont été caractérisées par une faible épargne intérieure et une forte dépendance à l'égard de l'épargne extérieure. Les mesures qui ont été mises en oeuvre entre 1995 et 1996 en vue d'augmenter l'épargne intérieure ont donné des résultats appréciables puisque la part de cette épargne dans le PIB est passée de 15 à 20,4 pour cent. Il a été pris en outre d'autres initiatives qui devraient permettre d'accroître l'épargne du secteur privé au cours des prochaines années: nouveau régime de pensions, encouragement de l'épargne populaire et politique budgétaire favorable à l'épargne et à l'investissement. Le but ainsi visé est de faire de l'épargne intérieure la principale source de financement de la croissance économique et de l'épargne extérieure un simple complément.

II. Libéralisation unilatérale

L'adhésion du Mexique à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en 1986, a marqué l'accélération de la réforme structurelle et de l'ouverture unilatérale amorcée trois ans auparavant. Cette ouverture a renforcé l'efficacité économique et a permis au pays de soutenir la concurrence avec plus de pugnacité sur les marchés mondiaux, influant ainsi sur le développement de l'économie, les exportations et la création d'emplois. Elle a également jeté les bases requises pour la négociation d'accords de libre-échange (voir section III) et pour la participation du Mexique aux négociations multilatérales du Cycle d'Uruguay. Certaines des mesures adoptées par le Mexique au cours des quatre dernières années sont exposées ci-après.

1) Droits de douane et obstacles non tarifaires

Entre 1993 et 1997, le Mexique a supprimé unilatéralement les taux de droit de la nation la plus favorisée pour plus de 1 200 produits; le nombre des produits exonérés est passé de 414 en 1993 à 1 658 en 1997. Les principales marchandises qui ont bénéficié de cette suppression des droits de douane ont été les moyens de production et les machines utilisées dans les secteurs de l'agriculture, de la chimie, de l'électricité, de l'électronique, des textiles et de l'édition.

Si, en moyenne simple, les droits de douane sont restés proches de 13 pour cent au cours des quatre dernières années, en moyenne pondérée¹ ils ont baissé notablement puisqu'ils sont tombés de 7,8 pour cent en 1993 à 2,9 pour cent en 1996 et 2,7 pour cent en 1997.

Concernant la suppression des permis préalables d'importation, on notera que ceux-ci ont été remplacés par des droits de douane pour 67 produits agricoles conformément à l'engagement relatif à la tarification du Cycle d'Uruguay. Le Mexique a par ailleurs institué des contingents tarifaires en vue d'ouvrir son marché à des quantités déterminées de ces produits.

2) Investissements

En vue de s'assurer un apport accru de capitaux extérieurs, le gouvernement a promulgué, en décembre 1993, la Loi sur les investissements étrangers qui a été modifiée en décembre 1996.

¹La moyenne pondérée est calculée sur la base du taux de droit applicable au moment de l'importation.

Cette loi ainsi que l'Accord de libre-échange nord-américain ont accentué l'orientation de la politique en matière d'investissements étrangers directs vers une plus grande libéralisation.

Au cours des quatre dernières années, les modalités d'investissement extérieur ont été libéralisées dans des secteurs primordiaux pour le développement du pays, à savoir: les ports, les télécommunications, les transports aériens, le stockage, le transport et la distribution du gaz naturel, les chemins de fer, les services financiers et les aéroports. De ce fait, le Mexique est devenu l'un des pays du monde les plus ouverts à la concurrence des fournisseurs de services à l'étranger.

Le Mexique a de plus introduit des disciplines concernant les investissements dans les divers accords de libre-échange auxquels il est devenu partie, offrant ainsi de meilleures garanties juridiques aux bailleurs de fonds. A ce jour, il a conclu des accords sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements avec l'Espagne (1995), la Suisse (1995) et l'Argentine (1996) et il a engagé des négociations sur d'autres instruments analogues avec les Pays-Bas, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Autriche.

Le Mexique a continué par ailleurs de participer activement aux travaux d'instances internationales qui s'occupent des investissements comme l'OMC, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au sein de laquelle la négociation de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) est en cours et l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

De 1994 à 1996, en raison notamment de la libéralisation des modalités d'investissement extérieur, le Mexique a reçu pour 31,5 milliards de dollars d'investissements étrangers directs, ce qui l'a placé au deuxième rang des pays en développement bénéficiaires, après la Chine. On compte qu'en 1997 le pays recevra au moins quelque 8 750 millions de dollars supplémentaires.

3) Formalités douanières

Au cours des quatre dernières années, les formalités douanières se sont simplifiées et automatisées, ce qui a facilité et rendu plus efficaces les opérations en douane. Ces changements trouvent leur expression dans la nouvelle Loi douanière qui est entrée en vigueur en 1996.

Quatre innovations méritent notamment d'être soulignées. Premièrement, le chargement et le déchargement des cargaisons maritimes en douane à l'aide d'installations privées sont autorisés. Deuxièmement, pour améliorer la sécurité juridique, il peut être procédé à des consultations préalables concernant la classification tarifaire et en vue de déterminer les responsabilités respectives de l'agent de la douane et de l'importateur pour les opérations commerciales extérieures. Troisièmement, les formalités inutiles ont été supprimées pour que les douanes intérieures puissent se consacrer essentiellement au dédouanement des biens intermédiaires et d'équipement et pour que la taxe à l'importation à laquelle sont assujettis les exportateurs éventuels puisse faire l'objet d'un dépôt bancaire. En outre, l'exportation virtuelle de marchandises a été réglementée. Enfin, conformément aux engagements pris sur le plan international, la méthode de la valeur calculée a été adoptée pour la détermination des droits à percevoir sur les marchandises importées comme le prévoit le Code de l'évaluation en douane de l'OMC.

4) Normes

Au Mexique, les normes sont obligatoires ou volontaires. Les normes obligatoires sont qualifiées de normes mexicaines officielles et ont pour objet de définir des spécifications pour les biens et les services ou les procédés afin d'assurer la sécurité, la protection de la vie ou de la santé des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, et le respect de l'environnement ou de prévenir les

pratiques de nature à induire en erreur le consommateur ou à le tromper. Les normes volontaires, qualifiées de normes mexicaines, sont utilisées comme lignes directrices par les consommateurs et les producteurs et comme moyen de garantir la qualité.

Le fondement juridique du système mexicain de normalisation et d'évaluation de la conformité est la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation. Depuis l'entrée en vigueur de cette loi en 1992, l'élaboration des normes a fortement retenu l'attention. Pour adapter le cadre juridique à la situation internationale nouvelle, la loi a été modifiée le 20 mai 1997. Les modifications ont porté sur les aspects suivants.

Premièrement, la participation du secteur privé aux activités d'élaboration, de certification et de vérification de la conformité a été encouragée de même que la transparence de ces activités. Deuxièmement, le processus d'élaboration des normes a été déréglementé; en particulier l'analyse coûts-avantages a remplacé la nécessité de démontrer l'effet de la réglementation. Troisièmement, les formalités de vérification de la conformité aux normes ont été simplifiées, ce qui renforce les mécanismes d'inspection et d'examen et permet de définir des paramètres plus justes pour l'application de sanctions. Enfin, une action a été entreprise en vue d'obtenir la reconnaissance de l'infrastructure technique (laboratoires d'essai et d'étalonnage, organismes d'accréditation et de certification, etc.) du Mexique à l'étranger et des autres pays au Mexique, fondement indispensable pour la conclusion d'accords de reconnaissance mutuelle.

5) Politique de la concurrence

Des mesures de nature à favoriser la concurrence ont été prises à l'appui du processus de libéralisation commerciale au cours des quatre dernières années. La Loi fédérale sur la concurrence économique, qui est entrée en vigueur en juin 1993, vise à assurer le jeu de la concurrence sur le plan économique et la libre intervention sur le marché en interdisant les monopoles, les pratiques anticoncurrentielles et les autres restrictions qui nuisent au bon fonctionnement des mécanismes du marché des biens et des services. Elle a institué la Commission fédérale de la concurrence qui est l'organisme autonome chargé de son application. La Commission, outre qu'elle est habilitée à enquêter sur l'existence de monopoles, de pratiques et de concentrations prohibées, peut donner son avis sur les programmes, les lois et les règlements susceptibles d'influer sur la concurrence économique.

La mise en oeuvre d'une politique efficace en matière de concurrence a été un aspect crucial des dispositions prises pour que la concentration possible des activités commerciales dans certains secteurs de l'économie mexicaine ne compromette pas l'efficacité économique.

La politique de la concurrence est un instrument important pour maintenir le libre accès aux marchés internationaux. Le Mexique a donc cherché à renforcer la communication avec les autorités compétentes de ses principaux partenaires commerciaux en vue de lutter contre les pratiques monopolistiques venues de l'extérieur. Il participe en outre activement aux travaux des instances internationales qui s'occupent de cette question et entretient des relations étroites avec ses homologues de l'étranger.

Au sein du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC, le Mexique a proposé une approche intégrée des rapports entre le commerce et diverses dispositions prises en matière de concurrence. En particulier, notre pays tient à ce que les avantages de la libéralisation réalisée jusqu'ici ne se voient pas limités par le recours à des mesures antidumping à des fins protectionnistes.

6) Propriété intellectuelle

Dans le cadre de l'ouverture commerciale opérée ces dernières années, le Mexique a modernisé son système de protection des droits de propriété intellectuelle afin d'élever sensiblement le niveau de cette protection. C'est pourquoi il a modifié le cadre normatif existant et renforcé les institutions chargées de garantir ces droits.

En 1991, la Loi sur le développement et la protection de la propriété intellectuelle, qui est considérée comme l'une des plus avancées du monde, a été promulguée. Elle a été actualisée en 1994 et est devenue la Loi sur la propriété industrielle. En matière de droit d'auteur une nouvelle loi sur le droit d'auteur a été promulguée en décembre 1996 en remplacement de celle de 1984. S'agissant des organismes chargés de protéger les droits de propriété intellectuelle, deux institutions autonomes nouvelles ont été créées: l'Institut mexicain de la propriété industrielle, en 1993, et l'Institut national du droit d'auteur, en 1997.

Conformément aux dispositions adoptées par l'OMC, les lois susmentionnées prévoient des procédures plus efficaces pour assurer leur respect ainsi qu'une aggravation des sanctions infligées en cas d'acte délibéré de contrefaçon de marques de fabrique et de piratage portant atteinte à un droit d'auteur. Il a aussi été publié une loi spéciale sur les espèces végétales en octobre 1996.

Enfin, le Mexique, bien que disposant, en vertu des dispositions transitoires, d'un délai allant jusqu'à l'an 2000 pour se conformer à ses engagements au titre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce de l'OMC, a déjà enregistré des progrès substantiels dans ce domaine.

7) Déréglementation

A partir de 1989, l'un des principaux aspects de la réforme structurelle entreprise au Mexique a été l'amélioration du cadre de réglementation de l'activité économique. Dans ce but, il a été procédé à l'actualisation et à la simplification d'un certain nombre de dispositions légales dans divers secteurs de l'économie parmi lesquels le tourisme, les chemins de fer, les transports aériens, les ports, les transports terrestres, la pétrochimie, l'électricité, les télécommunications, les satellites, les douanes, le change, la distribution d'eau, les institutions financières, les industries extractives et la pêche. Il en est résulté une augmentation sensible de l'efficacité économique.

En outre, à dater de novembre 1995, le gouvernement fédéral a commencé à mettre en oeuvre l'Accord pour la déréglementation des activités des entreprises qui est un programme visant à rationaliser les formalités administratives et à diminuer le volume de la documentation nécessaire pour créer et faire fonctionner une entreprise. Le programme est coordonné par le Ministère du commerce et du développement industriel avec la collaboration du Conseil de la déréglementation économique (formé de représentants du secteur public, du secteur industriel, des travailleurs et des milieux universitaires). Il prévoit le réexamen de toutes les formalités requises pour créer et assurer le fonctionnement des entreprises ainsi que de la législation pertinente en vue d'alléger la charge administrative desdites entreprises. Les gouvernements de tous les Etats du pays ont adopté une formule analogue sur leur territoire.

8) Mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay

Les mesures indiquées ci-dessus sont conformes aux engagements pris par le Mexique lors du Cycle d'Uruguay.

La Constitution mexicaine prévoit que les traités internationaux conclus par le Président et ratifiés par le Sénat, y compris les accords découlant du Cycle d'Uruguay, sont des dispositions de caractère souverain dans la mesure où aucun acte législatif ultérieur n'est requis pour assurer leur mise en oeuvre. Les modifications apportées à la législation mexicaine répondent à la nécessité d'aligner la réglementation intérieure sur la réglementation internationale en matière de commerce et de faciliter ainsi son application.

Pour le Mexique, le respect des engagements et des disciplines découlant du Cycle d'Uruguay par tous les Membres de l'OMC est essentiel pour renforcer le système commercial multilatéral. Le Mexique a intégralement respecté ses engagements y compris en matière de notification.

Pour ce qui est des services, il importe de souligner que les engagements initiaux du Mexique au titre de l'Accord général sur le commerce des services portent sur 68 secteurs et 329 activités, ce qui atteste la volonté de notre pays de contribuer à l'ouverture de ce domaine sur la base du traitement de la nation la plus favorisée. Par ailleurs, le Mexique a continué de participer activement aux délibérations des groupes de travail sur les services issus du Cycle d'Uruguay qui traitent respectivement des services financiers, des normes, des services professionnels et des télécommunications de base; dans ce dernier secteur, le Mexique a consenti à une libéralisation importante à l'issue des négociations qui se sont terminées en février dernier.

Le Mexique a participé et continuera de participer activement à toutes les réunions et toutes les initiatives de l'OMC en matière de libéralisation multilatérale, y compris celles découlant du nouveau mécanisme de règlement des différends s'il est porté atteinte à ses intérêts.

III. Accords régionaux

Les accords de libre-échange sont un aspect fondamental de la politique commerciale du Mexique de ces dernières années. Le Mexique a entamé la négociation de tels accords avant que les négociations du Cycle d'Uruguay ne soient achevées en vue d'accroître la compétitivité de son économie et d'ouvrir des débouchés nouveaux aux exportations.

Le Mexique a négocié les accords de libre-échange suivants: Accord de complémentarité économique avec le Chili (1992); Accord de libre-échange nord-américain avec les Etats-Unis et le Canada (1994); Accord de libre-échange du Groupe des Trois avec la Colombie et le Venezuela (1995); Accords de libre-échange avec la Bolivie et le Costa Rica (1995).

Les accords prévoient des disciplines et des engagements dans les domaines suivants: commerce des marchandises, y compris les produits agricoles; obstacles techniques au commerce, marchés publics; investissement; commerce des services; propriété intellectuelle; dispositions institutionnelles y compris le règlement des différends.

Les disciplines et les engagements résultant des différents accords sont compatibles. Cette compatibilité simplifie la mise en oeuvre en allégeant la charge administrative des autorités et du secteur privé qui mène des activités commerciales et procède à des investissements dans leur cadre. En outre, les accords offrent au secteur privé des possibilités de planification à moyen et à long terme.

L'Accord de libre-échange nord-américain revêt une grande importance pour le Mexique non seulement parce que le principal partenaire commercial de ce pays y a adhéré et parce qu'il s'agit de l'instrument le plus complet qu'il ait jamais négocié mais parce qu'il a suscité l'intérêt d'autres partenaires commerciaux et les a incités à négocier des accords analogues. Le Mexique s'emploie toujours à élargir et à diversifier ses marchés, en particulier avec les pays de son continent et avec l'Union européenne.

Sur le continent américain, le Mexique négocie actuellement un accord de libre-échange avec le Guatemala, le Honduras et El Salvador et, en outre, des accords bilatéraux avec le Nicaragua, le Panama, l'Equateur et le Pérou ainsi qu'une amplification de l'accord conclu avec le Chili. Par ailleurs, avec le MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) il poursuit la négociation d'un accord transitoire qui remplacera les accords existant dans le cadre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) et servira de base pour une négociation de plus grande envergure. Enfin, avec 33 autres pays, le Mexique participe aux négociations engagées en vue de supprimer progressivement les obstacles au commerce et aux investissements et de créer une zone de libre-échange des Amériques; ces négociations prendront fin en 2005.

Le Mexique a également mené à terme la première étape de la négociation d'un nouvel accord bilatéral avec l'Union européenne. En juillet 1997, les textes d'un accord d'association économique, de concertation politique et de coopération, d'un accord provisoire et d'une déclaration conjointe ont été adoptés. Dans le domaine commercial, les parties se sont engagées à entamer des négociations en vue d'une libéralisation bilatérale et préférentielle, progressive et réciproque des échanges de biens et des services, y compris la libéralisation des mouvements de capitaux et des paiements et des marchés publics ainsi que de l'instauration de disciplines en matière de concurrence, de propriété intellectuelle et de règlement des différends. Il est prévu que la négociation tendant à libéraliser les échanges commencera dans les premiers mois de 1998.

Le Mexique a également signé un autre genre d'accord de coopération en matière de commerce et d'investissement avec divers pays, dont la République de Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande et a créé des groupes spéciaux, des comités et des commissions binationales pour la gestion des relations commerciales. De plus, il est membre d'organisations régionales comme l'APEC dont le but est d'instituer un régime de libre-échange et de libéraliser l'investissement d'ici à l'an 2020.

Les accords régionaux auxquels le Mexique est partie créent des précédents importants dans certains domaines qui pourraient figurer à l'ordre du jour des négociations multilatérales futures. Ces accords ont aussi constitué une incitation à pousser plus avant la libéralisation régionale et multilatérale. A cette fin, avec d'autres Membres de l'OMC, le Mexique a apporté son appui pour l'organisation d'un nouveau cycle de négociations consacré aux produits industriels qui s'ajoutera aux pourparlers envisagés dans d'autres secteurs comme les services et l'agriculture. Le Mexique continuera à négocier des accords commerciaux régionaux dans la mesure où ils débordent le cadre de la libéralisation multilatérale.

Les négociations commerciales internationales auxquelles le Mexique a procédé ont été primordiales pour consolider la politique commerciale du pays.

CONCLUSIONS

Le Mexique, depuis qu'il a adhéré au GATT en 1986, est l'un des pays du monde qui s'est libéralisé le plus rapidement. Cette libéralisation ne s'est pas relâchée avec la crise économique de 1994; au contraire, elle s'est poursuivie et amplifiée, ce qui a énormément contribué à la reprise rapide de la croissance économique.

Le Mexique a mis en oeuvre d'importantes mesures de restructuration et de libéralisation au cours de ces dernières années dans le but essentiel d'accroître la compétitivité de son économie. Ces mesures portent notamment sur les droits de douane, les obstacles non tarifaires, les investissements, les formalités douanières, les normes, la politique de la concurrence, la propriété intellectuelle et la déréglementation économique. Elles sont compatibles avec les engagements pris par le Mexique dans le cadre de l'OMC.

A l'appui de ces mesures, le Mexique a mené une ambitieuse politique de négociations commerciales internationales. Les accords de libre-échange ont permis précisément d'élargir l'ouverture et l'accès aux marchés internationaux. Le Mexique continuera de s'intéresser à ce genre d'accords en complément de la politique de libéralisation multilatérale menée dans le cadre de l'OMC.